

Les articles qui suivent ont été initialement publiés en janvier 2014 dans le n° 33 de *La Revue du Projet* (<http://fr.calameo.com/read/0006092161f6101e2abc2>). Nous avons ajouté la précieuse contribution de Juan Pedro Posani, directeur du Musée National d'Architecture à Caracas (Venezuela). L'ensemble de ces textes reflète l'état de la réflexion des membres du Laboratoire International pour l'Habitat Populaire (LIHP) en janvier 2014.

De la civilisation de la ville... à une civilisation du mouvement immobile

Jean-François Parent
Architecte
Président du Laboratoire International pour l'Habitat Populaire

Alors qu'on évoque couramment, et en les confondant le plus souvent, des crises du logement social, de l'habitat populaire (adjectif à entendre non au sens de pauvre mais de *peuple*, dans la complexité des rapports de classes qui l'animent) et de la ville, on mesure—moins la réalité des effets que les finalités du capitalisme (*a fortiori* mondialisé) imposent à la fabrication de la ville. Ainsi se posent aux hommes des questions fondamentales pour le présent et leur devenir...

En effet, l'accélération du phénomène d'urbanisation mondiale, et sa soumission à des valeurs nouvelles, font se « superposer » plusieurs conceptions de la ville qui nécessitent de poser en termes nouveaux la question urbaine. Deux conceptions du développement urbain sont observables : d'une part, la ville historique, celle que nous connaissons majoritairement et qui a été construite par ceux qui l'ont habitée, une ville qui a évolué et continue d'évoluer, une ville toujours en construction et qui témoigne spatialement de rapports sociaux eux aussi en mouvement¹. Et d'autre part, une ville

1

Les rapports entre les hommes et les rapports que les hommes établissent avec leur milieu. En ce sens, la ville est aussi le lieu où les hommes construisent le monde, leur monde. La ville est le lieu d'un avenir collectif. Ville aliénante, ville répressive, ville révolutionnaire, ville émancipatrice, toujours en construction. Elle se nomme Monténégro, Brasília, Paris, Colleta di Castelbianco, Niamey, Rangpur ...

contemporaine, technicisée, dite complexe, cœur de réseaux mondialisés et d'échanges matériels et immatériels, connectée au monde, devenue elle-même réseau et flux². Une ville « moderne » parfaite, pensée pour répondre aux représentations et aux besoins de la globalisation. Produit de la globalisation, elle tend naturellement à dominer la pensée urbaine « mondialisée » structurée par les

notions de mobilité, de mouvement, de flux, de réseaux, dont Dubaï est l'archétype qui pèse aujourd'hui sur les représentations de beaucoup³.

Mais cette forme urbaine, idéale, synthétique est pensée pour (et non par, ou simplement avec !) de « nouveaux nomades », assignés désormais à résidence sur des trajectoires socioprofessionnelles standardisées où tout circule et pourtant semble rester en place tant s'estompent les différences entre les états de choses manufacturées, au sein d'espaces standardisés où tout est devenu interchangeable. Cette assignation à résidence a pour corollaire le confinement en position d'assistés de dominés interchangeables et la constitution de modes de vie urbanisés pourtant insupportables à la très grande majorité : le bidonville devenu mondialisé lui aussi⁴.

Ainsi s'opère et s'impose un glissement depuis une urbanisation - produit aléatoire, singulier collectif des rapports entre les hommes qui y vivent, donc les transforment - vers une organisation matérielle, sans avenir puisque parfaite, celle des flux et de l'individualisation qui y règne. De la civilisation de la ville, singulière, localisée et en évolution, on passe à une civilisation du mouvement immobile, de la fuite qui standardise et déterritorialise, tout en figeant le temps. Ce mouvement n'est pas seulement celui de Dubaï et des nouvelles Dubaï car il séduit nombre de ceux qui aujourd'hui « fabriquent la ville » (architectes, urbanistes, techniciens, élus, institutions nationales et internationales, ...) et tend à imposer ses

2

Un territoire urbain qui serait *la méta-cité* décrite par P. Virilio, *Le monde ville* de Marc Augé impliquant une *nouvelle condition urbaine* comme y invite O. Mongin « *parce que les flux extérieurs (à la ville) déterminent le devenir urbain, parce que ces flux sont plus forts que les lieux* ». Un monde technicisé où, en dehors des musées, tout sera désormais identique ! Si on ne peut nier que le rapport des hommes avec le monde est aujourd'hui conditionné par une technicité toujours plus puissante et sophistiquée, on ne peut également manquer de s'interroger sur l'importance qu'on lui donne pour mieux convaincre tout-un-chacun de son incapacité à agir désormais sur leur milieu.

3

Dubaï comme archétype. Un Idéal réalisé qui, par là-même, nie toute perspective d'avenir.

4

Le bidonville mondialisé. Si certains voient dans ce bidonville une absence totale de règles et d'autres l'expression du génie humain, tous s'accordent sur la nécessité d'y apporter les services essentiels pour consolider un mode de « survie » dont la mobilité contrainte (exode, conflits, pauvreté, concurrence sans entrave, libre échange mafieux...) est l'origine. Le bidonville est le pendant consubstantiel de l'idéal urbain de cette mondialisation. Dubaï ne peut exister sans lui...

« solutions » en réponse aux crises (réelles) des villes réelles, elles aussi marquées par les ravages de l' économie de profit.

La question urbaine, dans son ensemble et dans son développement, comme dans ses effets sur l' organisation de la vie de la collectivité, ne cesse d' être posée par la puissance de la mondialisation à partir de choix idéologiques, donc en termes politiques constamment masqués. Ainsi, fondamentalement, l' évolution de la question urbaine exprime, non pas une crise technique et matérielle, mais le choix d' une civilisation. D' où la nécessité de contribuer à la réappropriation collective (au sens de populaire) du choix éthico-politique par la communauté, ici, non pour restaurer un modèle de ville qui aurait fait son temps et qui serait incapable de faire face aux défis contemporains mais pour inventer de nouvelles manières de rendre à la ville historique sa capacités à être source de projets de société et de civilisation, source permanente d' avènements, individuels et collectifs.

En ce sens, les questions que soulève le développement urbain sont civilisationnelles et exigent analyses et réponses au niveau d' un projet de société. Un projet de société que nous abordons, ici, sous l' angle urbain mais en répétant qu' il est le reflet et la traduction de choix plus fondamentaux encore. En clair, alors que les rapports que les hommes entretiennent entre eux et avec leur milieu sont paralysés, alors que les rares tentatives expérimentales sont contraintes à l' impuissance par les rapports économiques dominants, que les voix discordantes sont réduites au silence, il est urgent de rappeler que seul le peuple, entendu dans l' intégralité de ses composantes et des tensions qui le traversent, est à même de maintenir ouvertes les perspectives émancipatrices sans lesquelles il n' y a pas d' avenir.

Les deux conceptions qui se superposent actuellement obligent à mêler les plans où mieux interpréter et poser la question urbaine. En effet, si celle-ci s' enracine au plan général (philosophique, éthique, politique...), elle n' en appelle pas moins des réponses... urbaines. Voilà qui exige que les acteurs des débats dans ce champ spécifique maîtrisent les outils propres à en examiner les données et les enjeux. Or, ces outils ne sont pas disponibles puisqu' ils ne peuvent se construire que dans les contextes qui les exigent. Et la revendication de leur maîtrise n' est pas spontanée, en particulier de la part de ceux qu' on confine dans des situations d' assistés soumis aux décisions de ceux qui savent. D' où la nécessité de la construction *collective* d' un savoir *populaire* de l' habiter au cours d' une effective participation *responsable* à la « fabrication » d' une ville !

Depuis sa création, le LIHP a contribué à un mouvement d' analyse et d' information qu' il juge indispensable. Il l' a fait en intervenant dans le débat public : par exemple, dans un premier temps, en remettant la catégorie *habitat populaire* au centre de la perspective urbaine comme élément premier d' une entreprise globale. Il s' est associé à des innovations, à Stains, à

Caracas par exemple (www.lihp.info) . Il tente ainsi de formaliser une démarche populaire de recherche et d'expérimentation, véritable « chantier » de la démocratie par la responsabilité : les activités individuelles et collectives alors construites devenant, de fait, pour nous, peuple en complexité, l'outil pour concevoir et mettre en œuvre de nouvelles manières d'Habiter.

Comme l'écrit le pédagogue Jean Foucambert, « *l'humanité sait depuis longtemps que produire selon un modèle préalablement pensé, c'est, au mieux, répéter globalement le présent ; et que la seule manière d'inventer le futur, pour un collectif comme pour un individu, c'est d'analyser ce qui résiste au geste tâtonné par lequel nous entreprenons de le transformer.* »

L'habitat, aujourd'hui et demain L'importance fondamentale de l'action politique

Juan Pedro Posani
Architecte
Directeur du Musée National d'Architecture à Caracas (Venezuela)

Le contexte

Le Venezuela est un pays relativement petit qui, au cours du XXI s., connu le bouleversement traumatique de passer, en quelques années, d'une économie agricole presque médiévale à une économie moderne. Son ressort : la découverte de gigantesques réserves d'hydrocarbures. Une économie auto-revendiquée d'un capitalisme moderne mais en réalité totalement dépendante, contrôlée par une classe politique exclusivement animée par ses intérêts propres et téléguidée depuis les grandes puissances impérialistes. Malgré les incroyables bénéfices matériels générés par le pétrole, la société vénézuélienne, paradoxalement bénie et châtiée par l'inefficacité et la corruption, s'est résignée à croître déformée par les perversions inhérentes à la dépendance de la rente. Cependant, en deçà de cet horizon et dans la continuité de la dramatique lutte d'indépendance contre l'empire espagnol, bien d'autres choses se sont produites, bien différentes et inespérées. Résistances à l'écrasement, voix de révolte, actes d'héroïsme, tentatives volontaristes, impulsions politiques déterminées, une véritable histoire parallèle, riche d'événements qui ont jalonné le long processus de formation de la nation. Sur cette même terre où depuis quatre siècles ont été semés l'injustice et l'égoïsme de classe, n'ont pas manqué, par à-coups et sursauts intermittents, les réactions libératrices. La dernière d'entre elles, la plus importante et décisive tentative de récupération de la dignité nationale, d'indépendance et de justice sociale, est celle posée aujourd'hui par la révolution bolivarienne.

Le logement

Le thème le plus transcendantal pour la condition humaine et sociale au Venezuela est celui du logement. Rien, dans cette conjoncture historique, n'est plus important - c'est du moins l'impression que nous avons tous - que de résoudre une fois pour toute le problème du logement pour la totalité de la population. Là est l'objectif spécifique que le gouvernement révolutionnaire vénézuélien assigne à la dénommée « Grande Mission Logement Venezuela » (GMVV). Il s'agit de solutionner, rien de moins, que le déficit historique de logements, les drames de l'exclusion, de la santé, des services, de l'éducation, du temps libre, des communications, en un mot, le drame des droits humains les plus élémentaires, violés ou délaissés depuis toujours, qui, dans la question du logement, se résument et se concentrent. Sur cette question, information objective et portes ouvertes au débat sont les principes qui guident le gouvernement.

Cohérente avec ces objectifs, la GMVV s'attaque, littéralement, à l'idée acceptée que la moitié de la population doit inévitablement vivre dans le dénuement de la misère urbaine, condamnée à la précarité des quartiers spontanés dits « ranchos », et obligée de se soumettre à l'incessante tâche de construire son propre toit, au prix d'efforts extrêmes et à l'exposition à tous les risques d'insécurité physique, géologique et climatique.

L'urgence

Il faut rappeler que le GMVV est née sous le signe de l'urgence et du drame. L'urgence de sauver des vies, de sécuriser des espaces pour la survivance, de réduire à un minimum historique et socialement possible les précarités et les malheurs des communautés les plus pauvres, victimes en 2010 des effets des plus fortes pluies s'étant jamais abattues sur le Venezuela au cours des dix dernières années. En plus des conditions et des conséquences « normales » de la pauvreté, s'ajoutait donc le poids immédiat des dérèglements climatiques. De tels effets, traditionnels parmi les malheurs qui frappent plus durement les secteurs les plus vulnérables de la population vénézuélienne, ont été les déclencheurs de l'action politique exprimée par la décision de voir mobilisés l'ensemble des moyens de l'Etat afin de résoudre, à la racine et pour toujours le problème du logement. Les mérites extraordinaires d'une telle décision sont, sans nul doute, à mettre au crédit d'un personnage non moins extraordinaire : le Président Chávez. Cependant, il est impossible de minimiser le poids de l'urgence ou de l'angoisse qui a marqué, à son commencement, la courte histoire de la GMVV. Quiconque a vu de près les familles en pleurs, sous une pluie diluvienne, devant les décombres d'une maison précaire dévastée par un glissement de terrain, sait très bien ce que signifie l'urgence d'un programme immédiat - à tout prix, y compris avec sa part d'improvisations - pour soulager, même partiellement, les malheurs des plus faibles.

Une dimension déterminante.

Partons du constat qui, du point de vue d'une pensée de gauche, qui est la nôtre, semble un fait objectif: la logique de marché, appliquée à un pays comme le Venezuela, longtemps caractérisé par le surdéveloppement et la dépendance pétrolière, par ceux qui détiennent le capital, ne permet pas de solutionner le problème du logement. La grande majorité de la population ne possède pas de logement digne de ce nom, intégré à l'habitat urbain organisé. Nous devons insister sur le fait que ce secteur a été abandonné à son propre sort et à la résolution, dans l'urgence, de ses besoins, le plus souvent obligé de construire par soi-même à l'aide de matériaux rudimentaires. Le résultat qui en découle et qui se reproduit de la même façon dans toute l'Amérique latine est bien connu: deux villes, celle des riches et celle des pauvres avec au milieu une couche en équilibre, celle des classes moyennes urbaines. Les fonctionnalités de chacune de ces classes s'imbriquent dans une même ville où les rapports de subordination et de hiérarchie se font évidents. Dans les bidonvilles habite une armée de travailleurs indispensables, comme les rouages d'un mécanisme complexe, à la survie des couches sociales plus favorisées. Alors, quand on utilise ce terme si banal de « marginalité », il est soit utilisé à tort soit pour décrire une toute autre chose qui suppose que le « barrio » serait une entité séparée, périphérique, végétative, fermée et pratiquement parasitaire. En réalité, sans « barrio », il n'y a pas de vie urbaine. Mais bien que primordial, il est aussi l'illustration de la précarité de l'exploitation capitaliste, d'une économie sous-développée et dépendante. En finir enfin avec la ségrégation et la violence des inégalités urbaines qui atteint plus de la moitié de la population est un défi considérable. La classe

politique traditionnelle n' a jamais assumé dans ses dimensions quantitatives cette cruelle réalité. Quand Farruco Sesto, Ministre du Bureau Présidentiel des Plans et Projets Spéciaux, réaffirme l' objectif de construire trois millions de nouveaux logements (ce qui correspond au déficit national) en 10 ans, il délimite une réalité urbaine pour l' ensemble du pays en termes quantitatifs jamais atteints. Cela va permettre la réalisation d' un immense bond en avant pour l' évolution sociale du Venezuela. Parce que l' on sait que logement digne signifie santé, éducation et travail. Voilà le visage d' une nouvelle réalité, sans comparaison aucune, capable de transformer profondément les rapports sociaux, de semer une conscience nouvelle, de stimuler une participation pleine et créative à tous les niveaux de la vie collective. Les nouveaux logements, remis très majoritairement gratuitement ou à participation raisonnée par l' Etat, dans la mesure où ils constituent une nouvelle ville, vont placer l' échange social dans un cadre qui favorisera l' action collective et la solidarité, loin de la rude réalité urbaine d' aujourd' hui. Cela veut imposer, bien sûr, la conduite d' une politique de logement qui « fait ville », qui construit des contextes fonctionnels répondant aux attentes en matières de santé, d' éducation, d' accès au sport, au loisir, et qui participent, toute spécialement, au travail d' autonomisation et d' émancipation des femmes. Tout cela se résume dans une formidable dimension quantitative: une maison digne pour tous les citoyens et citoyennes !!

Quantité et qualité

Etre passé du faible nombre de logements « d' avant » - correspondant aux cinquante années précédant la révolution bolivarienne, entre dictature et démocraties représentatives- au gigantisme « d' aujourd' hui », dans le contexte socioculturel vénézuélien (indifférence, absence de planification et de coordination institutionnelle) est déjà en soit porteur d' un signifié exceptionnel qui transforme le quantitatif en qualitatif. Ne pas reconnaître cette donnée de base, cet objectif numérique et quantitatif comme un facteur déterminant et vouloir ainsi ignorer l' histoire, c' est souhaiter occulter les faits derrière une idéologie qu' il est impossible de qualifier autrement que de réactionnaire. La transformation de la quantité en qualité, bien au-delà des spéculations philosophiques, a une valeur politique. C' est une donnée qui porte une audace anthropologique puisqu' elle pose le problème de la qualité de vie et non celle d' une discutable valeur architecturale. Si au Venezuela chaque famille pourra désormais bénéficier d' un foyer digne de sa condition d' homme ou de femme, qui oserait tourner le dos à un événement si important pour notre développement humain ?

Le défi

Les principaux traits caractéristiques de cette action ayant été définis, il convient désormais d' en appréhender les conséquences logiques en tentant d' analyser les objectifs définis et les moyens d' intervention retenus.

Une faiblesse apparaît par trop évidente : l' absence d' une planification fine et détaillée à l' échelle nationale de toutes et chacune des interventions

urbaines liées au thème du logement. Malgré les bonnes intentions, il n' y a eu, jusqu' à présent, ni condition, ni possibilité d' élaborer un système d' aménagement urbain susceptible d' envisager l' ensemble du territoire vénézuélien. Le nier serait tromper l' analyse. L' absence de planification accompagnant et encadrant l' action généreuse de vouloir apporter une solution définitive au drame du logement s' explique d' abord par la caractéristique situation socio-économico-culturelle qui a marqué le sous-développement du Venezuela depuis le commencement de son histoire républicaine. Traditionnellement, la planification a été, au Venezuela, thème d' étude et de pratique largement théorique, principalement circonscrite à de petits groupes de professionnels spécialisés au sein des universités ou de quelques administrations locales. De manière générale, ladite planification se résumait à l' élaboration de normes qui, d' une certaine façon, permettaient d' encadrer, en termes de légalité, les croissances et expansions urbaines dominées par le marché immobilier. Plus un désir académique de quelques-uns, formés à l' étranger, qu' une pratique réelle, multidisciplinaire et comptant sur un véritable pouvoir d' action, la planification n' a pratiquement jamais marqué le destin du développement urbain vénézuélien.

La réalité urbaine, chaotique, prisonnière des pressions et des intérêts mercantiles particuliers, marquée par l' improvisation politique et par la corruption des puissants, n' a jamais été propice aux réalisations parfaites, aux investissements rationnels, à la recherche de l' équilibre et à la justice démocratique qui sont supposés caractériser, avec bon sens, la planification. Il est douloureux de reconnaître que les différentes tentatives pour réguler avec une précision scientifique la trace physique des relations sociales dans le paysage urbain, n' ont jamais pu se concrétiser au Venezuela. La raison principale réside en une structure sociale obsolète, typique du capitalisme sous-développé. Cependant, nous ne pouvons nous cacher derrière certaines évidences : notre réalité sociale historique s' est formée de telle manière que certains traits généraux nous définissent et nous enferment dans un ensemble d' attributs répétitifs plus ou moins caractérisables. Parmi ceux-là, en tant que société dominée, périphérique, sous-développée et pétrolière, la capacité de planification ne nous est jamais apparue comme une vertu naturelle. De la même manière, à ces considérations d' ordre général il ne faut pas omettre d' ajouter une autre particularité circonstancielle, celle des conflits politiques, exceptionnellement aigus, qui ont interdit, au cours de cette dernière décennie, la normalité et la tranquillité requises pour toute action de planification, activité qui suppose, imagine, anticipe le futur à partir de la stabilité confirmée du présent. En terrain miné, rempli des contradictions de la politique nationale et face à une opposition prête à tout pour empêcher le succès des changements, il est extrêmement difficile de voir portée l' attention des organismes gouvernementaux sur ce qui ne semble pas, sur l' instant, essentiel. En out cas, telle a été jusqu' à présent, l' histoire de ce programme qui nous promet la réalisation d' un saut sociétal hors norme.

Les principes

Trois principes sont essentiels et guident l' action publique dans la GMVV. Un : qu' aujourd' hui, au XXI siècle, le logement civilisé est urbain. Deux : que le logement urbain est avant tout collectif. Trois : que le logement collectif implique trois conditions indispensables : disposer de tous les services, faire ville et être autogéré. L' analyse critique du travail réalisé par la GMVV doit donc se concentrer sur ces trois aspects conceptuels. La question que nous devons désormais nous poser est de savoir dans quelle mesure ce qui est en train de se faire respecte et assume ces critères ? C' est seulement en fonction de la réponse que nous pourrons produire une l' analyse exhaustive des valeurs accumulées comme des carences, que nous pourrons être en condition d' enrichir un programme de plus en plus performant et nous permettant d' avancer. C' est là que réside la dimension morale de l' analyse et de l' autocritique. Il faut prendre nos distances avec les critiques nationales et internationales, déformées par l' idéologie la plus réactionnaire parce que le désarroi dans lequel est tombée l' opposition depuis la perte du pouvoir lui a fait perdre toute conscience éthique et professionnelle.

Les services

Nous ne parlerons pas ici du service électrique, de celui de l' eau potable ou des eaux usées puisqu' ils sont évidents, indispensables et appartiennent aux réseaux de services inhérents à la ville. Nous nous référerons plutôt aux autres services, ceux qui donnent un sens à la vie urbaine contemporaine et qui, plus encore, sont au centre d' une vision authentiquement socialiste. Ceux qui constituent l' essentiel de la vie dans une typologie collective : combien de mètres carrés pour les espaces de jeu pour enfants, combien de crèches, de garderies, d' écoles, de pharmacies, de postes de santé, de boutiques, de cantines, de salles de réunions, de centres sportifs, de squares, de places et boulevards ou d' espaces verts, combien de services en tous genres qui ont été construits ou que prévoit de construire la GMVV ? Des quantités remarquables, je le crois. Ces données figurent dans les statistiques mais aussi et surtout dans l' expérience concrète des habitants. C' est une expérience quotidienne pour des milliers de familles pauvres qui semaine après semaine reçoivent un appartement ou une maison dans chaque recoin du pays.

Le débat.

Le climat politique est à couteaux tirés. Signal évident que nous touchons des points extrêmement sensibles du corps social, des points qui bouleversent les rapports de domination et les équilibres traditionnels. Quand l' enjeu est le contrôle du pouvoir, il est inévitable que les adversaires se transforment en ennemis. Dans un tel contexte, il n' est pas aisé de débattre d' architecture et de ville au Venezuela sans tomber dans la même confrontation. Mais attention, entendons-nous bien, il est parfois nécessaire que cela arrive pour ne pas nous laisser dominer par l' hypocrisie, car il ne s' agit pas de peindre l' image

angélique d' une grande famille nationale. Ce serait ignorer la dureté, le poids des intérêts de classe. Nous sommes cependant convaincus qu' il est parfaitement possible de développer une capacité collective d' analyse qui fera parler l' objectivité des faits.

Les critiques

Le fait que notre société ait essayé de surmonter sa dépendance au pétrole et à la richesse facile que cette exploitation génère est incontestable. Quand nous proposons aujourd' hui l' adoption d' un programme révolutionnaire qui prétend en finir avec l' éternel drame du logement et son lot d' exclus, nous nous heurtons aux limites du scepticisme humain. Il serait irréal de penser et de réussir une action de telle envergure sans les études et les analyses préalables nécessaires à une intervention sereine et planifiée et sans la rigueur des pays dits du « premier monde » qui agissent dans la durée et la stabilité politique permanente. Cependant l' investissement massif de ressources économiques produit aujourd' hui dans tout le pays, et non moins massivement, des ensembles de logements qui se induisent une réelle amélioration des rapports sociaux. Pour cette raison, la dimension quantitative du programme « Un logement pour tous ! » est une condition politique unique et une réalité stratégique d' une dimension rarement atteinte sur notre continent latino-américain.

L' action massive à caractère d' urgence n' a pas laissé le temps d' impliquer une réflexion architecturale. Le dessin créatif n' a pas pu se manifester avec toute la fraîcheur et l' innovation que nous aurions pu souhaiter, même dans le cadre restreint des contraintes traditionnelles qu' impose la typologie du logement social. Le dessin et l' audace architecturale, à l' exception de quelques rares projets dont il faut reconnaître la valeur, ne semblent pas avoir encore été placés au centre de notre action. Encore une fois, notre réalité ne l' a pas permis. Cette réalité façonnée par des décennies de guerres et de luttes intestines, de conflits larvés, d' urgences restées sans réponses et d' occasions perdues, mais également d' épisodes de solidarité, de générosité et d' élans révolutionnaires. Jusqu' à aujourd' hui les changements ont été lents et difficiles. Cependant, tout cela ne veut pas dire qu' il est impossible d' apprendre sur l' ouvrage et de réussir à court terme une inversion du courant en ajoutant aux interventions urbaines une vision qui intègrerait l' anticipation et le projet urbain. En tout état de cause, il nous est nécessaire de concilier dans une même dimension quantité et qualité. C' est un impératif qui surgit des expériences autant positives que négatives de ce qui a déjà été fait de par le monde, dans des circonstances politiques, géographiques et économiques proches de notre réalité. Les difficultés, parfois énormes, les contraintes culturelles qui résistent encore à de véritables changements de valeurs, ou bien encore la pesanteur de la réalité, ne doivent pas nous faire baisser les bras et nous rendre conformistes. Antonio Gramsci disait depuis sa cellule qu' il doit y avoir un pessimisme de l' intelligence mais un optimisme de la volonté. Nous avons donc la volonté de corriger et d' avancer en nous inspirant d' autres expériences, en apprenant surtout de la participation populaire et citoyenne.

Les erreurs

Parmi les critiques faites à la GMVV, est exclue ou ignorée la participation des communautés organisées. Pourtant, elle représente une implication sur près de 60% du total des constructions à l'échelle nationale. Si la critique s'y attaquait, il ne fait pas de doute qu'apparaîtraient les remontrances traditionnelles au sujet de la qualité du dessin et des goûts esthétiques populaires : les fantasmes du kitsch, des traditions instrumentalisées et des habitudes contrariées, et à l'opposé, la magnificence du génie spontané et de l'organisation de la vie commune.

Il est vrai que seul le peuple sauve le peuple, mais il est vrai aussi qu'il y a façon et façon de construire l'espace. Les « erreurs » dénoncés jusqu'à présent se concentrent sur plusieurs aspects qui touchent, pour l'essentiel, aux carences du dessin architectural. Pour chacune d'entre elles on a entendu des justifications, souvent valides et associées presque toujours à des facteurs extra-architecturaux : interruptions de chantiers par manque de matériaux, exigences d'ordre stratégique imprévues, urgences déterminantes, attentes populaires immédiates, manque de temps pour la réalisation des études pertinentes et, bien évidemment, la nécessaire rigueur de la gestion administrative, budgétaire et comptable. Quiconque possède une expérience dans la conception ou la construction sait combien ces limites concrètes sont celles qui, en dernière instance, déterminent le résultat architectural. Entre la perfection du désir et la réalité du possible, il y a un écart qu'impose la réalité concrète, avec toute l'imprévisible dynamique de ses variables multiples. Non, tout ce qui a été réalisé n'atteint pas la perfection. Il serait absurde de penser que certaines interrogations et insatisfactions ne demeurent pas en suspens. Reconnaître et insister sur le fait que le programme de la GMVV est un miracle exceptionnel d'une incroyable valeur humaine pour un pays comme le Venezuela, rendu possible par une volonté politique indépendante et déterminée, ne doit pas interdire d'aspirer au meilleur possible, de réduire à son minimum la part d'erreur et de valoriser à son maximum une si grande opportunité historique.

Insister pour que puissent être abordés, avec peut-être un peu plus de calme, les aspects propres à la conception fait aujourd'hui sens : capitaliser sur des expériences nationales et internationales, notamment en matière de typologie d'appartements (on ne peut toujours recommencer de zéro, comme on ne doit jamais tuer l'inventivité et l'innovation), lancer des programmes expérimentaux spécifiques au sein desquels de jeunes architectes nationaux puissent intervenir, à l'écoute des désirs, des aspirations et des contraintes des différentes cultures populaires, sans paternalisme et en collaboration étroite avec les communautés.

La ville peut pourvoir à l'équilibre des services. Bien évidemment on peut confier à la planification de la ville la résolution des carences spécifiques de chacun des ensembles de logement. S'il n'y a pas d'écoles pour accompagner les nouveaux logements, il restera possible d'en planifier la construction. Mais on devrait toujours rappeler l'histoire de l'habitat collectif (depuis

les « Condensateurs sociaux » du soviétique Mossai Ginzburg jusqu' aux « Unités d' habitation de grandeur conforme » de Le Corbusier) préconise l' unité et la présence des services communaux à l' intérieur même de l' ensemble, comme instrument de la nécessaire autogestion démocratique et participative.

Pour conclure, il est vital d' ouvrir le débat autour de la ville compacte et de l' énorme problème du transport public qui, dans nos villes, doit nous conduire, de toute urgence, au niveau du contemporain démocratique, de la nouvelle efficacité socialiste. C' est bien la mobilité qui résoudra le point central de toutes les communications dans la ville compacte.

Le présent et le futur

Ceux qui, comme moi, défendent les valeurs de justice et de convivialité comme instruments du développement humain ; qui défendons la culture comme ingrédient indispensable à la qualité de la vie ; qui nous réfugions dans les régions supérieures des idées, de la créativité et du beau, ne cesserons de dire qu' il est possible, aujourd' hui, d' engager la ville et l' habitat dans une action en faveur d' un monde meilleur. Parce que l' expérience révolutionnaire vénézuélienne du socialisme du XXIème s. prétend réussir le passage d' un pays sous-développé, mais vivant de la rente, à un pays qui travaille et produit pour le monde, et offrir à la jeunesse la perspective d' un futur serein et actif dans la stabilité de la démocratie et de la liberté d' une nouvelle option socialiste..

Habitat populaire et libération humaine

Pascal Acot
Philosophe
Membre du Conseil scientifique du LIHP

L'espèce humaine a commencé avec un *hominidae* de petite taille, aujourd'hui nommé *Homo habilis*. Il aurait vécu en Afrique du nord, et en Afrique orientale et australe, entre -2,5 et -1,5 millions d'années, selon les auteurs. Son nom scientifique renvoie à un « homme doté de capacités »

: il était capable d'aménager des galets sur deux faces. Mais il savait aussi bâtir des abris élémentaires. Ainsi, dès les origines, un lien organique s'est installé entre l'humanité et ce qui deviendra, après des millénaires, l'architecture. Puis au fil des temps, des villes sont apparues et se sont développées. Mais à l'aube du XXI^e siècle, les grandes agglomérations ne remplissent plus qu'exceptionnellement leurs fonctions initiales. Certes, d'immenses progrès en matière d'accueil et de sécurité des populations, de stockage des ressources, de moyens de communications et d'échanges ont été accomplis depuis les premières Cités mésopotamiennes. Mais les mégapoles du XXI^e siècle (México, Le Caire, les conurbations du N-E des Etats-Unis, le corridor de Tōkaidō au Japon, *etc.*), la plupart des habitats dits « sociaux » et les habitats informels qui ne cessent de s'étendre, ne répondent pas aux aspirations qui furent à l'origine du phénomène urbain. Pour comprendre cette « crise de la ville », il convient donc d'examiner de près la nature du lien qui relie l'humanité à l'architecture.

En énonçant dans sa VI^e thèse sur Feuerbach (1845) que « (...) l'essence humaine n'est pas une abstraction inhérente à l'individu singulier », mais que « Dans sa réalité, elle est l'ensemble des rapports sociaux », Marx a révolutionné l'anthropologie philosophique. Pour la première fois dans l'histoire, les êtres humains n'étaient pas définis par une caractéristique inobservable comme l'âme, ou non discriminante par rapport aux animaux comme la pensée, mais par un patrimoine qui leur est extérieur : le langage, les coutumes, les règles de droit, l'art, les gestes professionnels, les habitats, *etc.*, c'est-à-dire la culture, au sens de « Civilisation ». Ce patrimoine est enrichi par les êtres humains au fil du temps, et en retour, il les façonne. C'est ce que les anthropologues et les philosophes nomment l'*hominisation*. Il s'ensuit que l'édification d'abris et plus tard d'édifices, représente - au même titre que la confection d'outils - un facteur premier de l'hominisation.

En découvrant que l'humanité s'est constituée en fabriquant des outils et en édifiant des abris, Marx mettait aussi en place le concept central de sa philosophie : le concept de Travail. Les êtres humains transforment la nature par le travail et sont en retour transformés par cette activité. Evidemment, le travail modifie les équilibres environnementaux puisqu'il transforme la nature. Et de la même manière que la transformation de la nature par le travail peut revêtir des aspects écologiques contrastés (c'est le moins que l'on puisse dire), la production de la ville - qui est l'environnement le plus artificialisé qui soit - pose dès les origines beaucoup de problèmes.

C'est l'archéologue australien Vere Gordon Childe (1892-1957) qui a jeté les bases des études de ce qu'il a nommé la « révolution néolithique ». Son regard sur cette question est celui d'un marxiste. Entre 12 000 et 5 000 ans avant le présent, la population mondiale passe de 5 millions à 150 millions d'habitants. Pendant cette période, les êtres humains ont domestiqué plantes et animaux sauvages. L'un des avantages de l'agriculture est que les excédents sont stockables, en prévision des saisons difficiles. L'inconvénient est que ces stocks sont convoités. Il faut donc protéger ces richesses en mutualisant les moyens de défense. Des villages puis des villes sont ainsi bâtis, en Mésopotamie notamment (Assur, Babylone, Mari, Suse, Ur, Uruk, *etc.*). Des castes de guerriers et de prêtres apparaissent. Les premiers pour protéger les stocks et les Rois, les seconds pour légitimer les aspects les plus inégalitaires de cette organisation.

Au cours de l'histoire, certaines villes sont devenues des Cités-Etats. Ainsi la Cité grecque était une ville composée d'hommes libres et porteurs d'une parcelle de souveraineté : les « citoyens ». On sait que cela n'excluait pas l'esclavage. Les esclaves, les ilotes (à Sparte) et les métèques (à Athènes), n'étaient pas citoyens - quoiqu'ils pussent le devenir sous certaines conditions très rigoureuses. L'esclavage était donc une faiblesse majeure (un tiers seulement des athéniens étaient citoyens).

Certaines Cités furent plus ou moins éphémères. Ce fut le cas de Sienna en Toscane qui, à partir du XIII^e siècle, devint la grande rivale de Florence puis déclina au XV^e. Ce fut aussi le

cas de Léninegrad qui fut assiégée par les allemands entre septembre 1941 et janvier 1944. Il y en eut bien d'autres dans l'histoire, mais j'ai retenu ces deux-là car il est difficile de trouver deux villes plus dissemblables au plan architectural. L'une est une sorte de « Venise du Nord » dont le plan d'urbanisme n'évoque aucunement ce qui, dans les Cités grecques, représentait le lieu de la démocratie : l'Agora, à l'intersection de ce que les romains nommeront ultérieurement le *Cardo* (axe nord-sud) et le *Décumanus* (axe est-ouest).

En revanche, l'extraordinaire plan de la ville de Sienne facilite la vie collective et citoyenne puisqu'il conduit inévitablement à la *Piazza del Campo* où se trouve le *Palazzo Pubblico* (avec ses fresques représentant les effets du « bon » et du « mauvais » gouvernement). Cet endroit central, forum informel, fut aussi le symbole fort du passage de l'administration privée à l'organisation républicaine de la ville (encore que cette Cité, gouvernée par des élites nanties était encore loin d'être une Commune).

On a aussi observé qu'une ville assiégée comme Léninegrad a pu « faire Cité » au cours de la seconde guerre mondiale, pour d'évidentes raisons de solidarité dans le combat, et redevenir ensuite la ville chargée d'histoire que l'on connaît. Ce qui nous invite à penser qu'une Cité n'est pas définissable par des caractéristiques définitives une fois pour toutes. Elle est en fait tributaire de l'histoire fluctuante des rapports sociaux qui organisent l'existence de ses habitants : que ces rapports sociaux deviennent autoritaires ou inégalitaires et le sentiment d'appartenir à une communauté d'êtres humains libres, responsables et égaux se délite, ou s'évanouit.

Ce qui précède conduit à formuler deux séries de remarques. La première est qu'une Cité n'est pas conceptuellement encapsulable dans un catalogue fini de traits caractéristiques : la diversité des circonstances culturelles interdit l'édification d'un modèle architectural ou politique de Cité. Il s'ensuit qu'une Cité est un processus réversible puisqu'elle n'est pas réalisée une fois pour toutes, et que ce processus est celui du combat inachevable pour la destitution des ordres qui s'opposent aux aspirations du peuple qui l'habite. La seconde est qu'il existe cependant des conditions essentielles pour qu'une ville devienne une Cité : l'égalité des habitants entre-eux, la dignité de leur habitat, l'accès au travail pour tous, et la possible participation de chacun aux affaires politiques et culturelles de leur ville. Or, aujourd'hui, et dans le monde entier, la déraison du système capitaliste contraint la plupart des êtres humains à vivre dans des agglomérations où ces conditions sont loin d'être réunies. Et c'est pourquoi le combat pour l'habitat populaire est devenu une composante majeure des luttes pour la libération humaine.

L'ARCHITECTE EST MORT...

Repensons notre profession pour un futur plus harmonieux

Jean-Pierre Bouanha
Architecte

Laboratoire International Pour l'Habitat Populaire (LIHP)

L'architecte est mort, vive l'architecte !

Depuis les années 1980, les architectes se sont détournés peu à peu de la fonction première de leur profession : servir la cité.

En effet, ils se sont pliés progressivement aux principes de l'hyper-libéralisme, souvent consciemment, parfois pas. Cette tendance s'est généralisée, mondialisée. Peu à peu, ils se sont soumis aux diktats des promoteurs, des entreprises, de l'obligation de « rentabilité » des bâtiments devenus peu à peu des produits de consommation devant satisfaire un certain nombre de critères imposés et abusivement nommés « programme ». Pour un certain nombre d'entre eux, et notamment ceux qui se sont pavanés dans les troubles délices de la gloire médiatique, c'est l'individualisme, la soif d'enrichissement, la suprématie de l'image, la dictature du copinage et du clanisme, et surtout une pensée alignée sur l'idéologie dominante qui caractérisent toutes ces années et qui prévalent toujours. Pour d'autres, les solutions de facilité de conception, la passivité et l'acceptation de cette situation.

Pour exemple, nous assistons depuis des années à un déferlement d'images de synthèse d'architecture venant remplacer la réalité, qui s'avèrent n'être généralement que « marketing urbain » et ne servir les intérêts que de tel ou tel élu pour sa réélection ou sa communication, ou alors ceux de promoteurs pour la vente de logements ou lieux de travail érigés en produits de consommation.

Un autre exemple : la « French Touch »⁵ de l'architecture – dont les réalisations sont par ailleurs parfois de qualité – a exprimé entre autres déclarations lors de sa création en 2006 – l'idée qu'il fallait s'exporter coûte que coûte, comme on exporte des fromages français... Quelle désolation ! Tout cela ne fait pas une pensée collective, si optimiste soit-elle, mais bien un collectif d'individualismes.

D'où l'envie de se réintéresser à ces grands mouvements de la première moitié du XX^e siècle qui conduisaient les architectes du monde entier à se réunir en congrès (les congrès internationaux d'architecture moderne, C.I.A.M.) avec l'idée de changer la vie, de changer le monde en imaginant les moyens de résoudre les problèmes d'habitat du plus grand nombre, sans se regarder le nombril.

De ces grandes réunions, rappelons-nous par exemple la Charte d'Athènes⁶ qui en résulta et qui

5

□ *Le collectif French Touch est né en France fin 2006 de l'impulsion d'une génération de jeunes architectes.. French Touch est une association à but non lucratif dont les statuts sont la promotion de l'architecture et l'édition d'ouvrages.*

Source: <http://www.lepetitjournal.com/budapest/a-voir-a-faire/culture/65677-architecture-french-touch>

6

□ *L'architecte Le Corbusier publie en 1941 la Charte d'Athènes (dont les principes avaient été initiés lors du C.I.A.M. de 1933 tenu à Athènes), une notice à l'attention des architectes. Il y définit en 95 points le rôle de*

énonçait des principes fondamentaux au travers de quatre grandes fonctions humaines : habiter, travailler, se divertir et circuler. Rappelons-nous aussi l'atelier de Montrouge⁷ dans les années 1960 en France, véritable collectif d'architectes qui savait générer les débats essentiels, dans un véritable engagement progressiste.

À quoi assiste-t-on aujourd'hui ? Les architectes sont « morts » ou endormis. La ville se meurt. En Occident, on construit régulièrement pour les intérêts financiers des grands groupes avec un souci constant de rentabilité et de retour sur investissement. Même la puissance publique se plie aux mécanismes du privé. En Asie, en Afrique ou en Amérique latine, on bâtit massivement des ensembles qui ressemblent à des cimetières, où l'on imagine des habitants comme des morts-vivants.

Qui produit cette ville ? Qui la génère ? Qui la construit ? Et à quelle fin ?

La ville contemporaine, au sens large, et telle qu'elle est pensée par les techniciens, les urbanistes issus des grandes écoles, telle qu'elle est décidée par les élus, eux-mêmes conseillés par des énarques, et telle que bâtie par les grands groupes du BTP... cette ville sert des intérêts qui ne sont plus en lien avec la vie.

Et au fil des décennies, l'architecte s'est laissé emporter, sans réagir, par ce « tsunami idéologique », mû par l'immédiateté et la rentabilité entre autres.

Même ceux dont on aurait pu penser qu'ils ne céderaient jamais à la tentation, les plus « militants » d'entre eux, se sont laissés faire, ont succombé aux sirènes de la « ville durable », tellement déculpabilisante, et au phénomène du « star système » de l'architecture érigé en règle de réussite d'un projet, et si gratifiant pour l'égo de l'architecte !

Confrères architectes, et amis (non architectes aussi), remettons-nous à penser ensemble, questionnons la profession d'architecte, son statut, son rôle, dans nos divers contextes et avec nos divergences.

Repolitisons-nous, redéfinissons les objectifs de notre métier, pour les hommes, les habitants ; réinventons la profession d'architecte, en tant que penseurs-acteurs de la ville.

Posons les bases d'un véritable basculement idéologique, faisons le pari de l'expérimentation collective, entre confrères, entre architectes et populations, imposons un nouveau rapport entre le plus grand nombre et les décideurs !

Le Laboratoire International Pour l'Habitat Populaire, qui s'attache dans ses réflexions à mettre l'habitat du plus grand nombre au cœur des processus de fabrication de la ville, expérimente et cherche des réponses avec les premiers concernés, les usagers, les hommes. Comme le déclare mon ami Pascal Acot, de tous temps, « l'architecture fut l'activité par laquelle les hommes ont construit les cadres matériels de leur hominisation⁸ ». Au travers de sa profession, l'architecte doit donc se réapproprier cette idée et accompagner de son mieux ce processus avec pour objectif principal l'amélioration des conditions de vie des hommes et leur émancipation.

Pour ce faire, l'architecte ne peut se contenter de son statut individualiste. Il doit accepter le regroupement, le travail collectif et se remettre à rêver avec et pour les citoyens pour changer la vie, la société, la ville.

l'architecte, les fonctions clefs de l'urbanisme, entre autres. Cette charte qui par la suite a fait l'objet d'un certain nombre de critiques, a eu un retentissement énorme sur l'urbanisme de reconstruction des villes Européennes après la seconde guerre mondiale.

7

□ *L'Atelier de Montrouge est un atelier d'architecture et d'urbanisme fondé en 1958 par quatre architectes: Jean Renaudie, Pierre Riboulet, Gérard Thurnauer et Jean-Louis Véret*

8

□ *Pascal Acot est un philosophe français né en 1942, chercheur au CNRS, spécialiste de l'histoire de l'écologie et auteur de nombreux ouvrages. Il est aussi membre du Laboratoire International Pour l'Habitat Populaire. L'extrait cité fait partie d'un texte écrit dans le cadre du LIHP.*

Une expérience de participation populaire : Stains

Lucie Emery

Laboratoire International pour l'Habitat Populaire

Participation, concertation... L'omniprésence de ces principes dans le discours sur la construction de la ville d'aujourd'hui ne suffit pas à impliquer véritablement les habitants dans les projets urbains.

De février à juin 2013, l'association le *Laboratoire International pour l'Habitat Populaire* (LIHP) a organisé la première phase d'un projet d'Ateliers urbains à Stains (93) visant à penser un mode d'intervention populaire innovant. A terme, trois phases doivent y contribuer. Cet engagement a été motivé par le constat de crise de la ville que formule l'association depuis plusieurs années et par le cadre emblématique de la commune.

A Stains, la naissance du Grand Paris, l'arrivée d'infrastructures de transport (tangentielle Nord en travaux, aéroport du Bourget...), la diversité de l'habitat et la fin des projets ANRU (trois sur la ville) composent un paysage représentatif du développement urbain métropolitain à travers le prisme d'une commune populaire. Ce développement implique la mise en place d'outils efficaces de réflexion urbaine pour tous.

Une ambition méthodologique

Pour ne pas retrouver les mécanismes de la participation *classique* cette démarche a du opérer une rupture.

Quand se réunir ? Les Ateliers ont été pensés comme une recherche de trois phases organisées sur trois années. Il s'agit de se détacher de la temporalité ponctuelle de la participation, prendre le temps de la tentative. Le LIHP n'a pas cherché à proposer des solutions d'experts de la ville mais à interroger la méthode sur la durée, avec ceux qui doivent la construire : les habitants.

Qu'est-ce qu'habiter ? Les Ateliers devaient formuler une critique puis des pistes de réponse pour créer les conditions d'une interrogation sur l'habiter en évitant les écueils des débats sur le seul cadre de vie. Stains n'est alors qu'une entrée sur une réflexion d'ensemble sur la ville.

L'objectif est rigoureux et porteur d'un sens politique radical. Il faut sortir les habitants du rôle de consommateurs de débat, de spectateurs de la démocratie locale et inclure leurs interventions comme l'expression d'une place donc d'une analyse singulière. Il s'agit d'affirmer le caractère potentiellement créatif de la confrontation entre habitants et experts.

Une mise en critique de la participation

En s'appuyant sur la remise en cause des méthodes de concertation actuelles, ces premiers Ateliers urbains ont permis d'esquisser les premières pistes d'un nouveau modèle participatif.

L'opacité des discours, la prévalence du vocabulaire techniciste participent de la «*parodie de schéma institutionnel*»⁹ que les participants ont dénoncés. Ils se sentent dépossédés d'un débat construit sans eux, qu'ils estiment être réglé avant même leurs interventions. La formulation par les habitants de l'existence de ces outils de mise à distance a été un temps fort.

Ces critiques ne font pas de la parole habitante une vérité absolue, mais construisent un témoignage à opposer à l'auto-légitimation des penseurs de la démocratie participative. Ce témoignage a mis en lumière des cas concrets. En convoquant les citoyens à l'échelle du quartier, voire de l'îlot, la concertation devient un instrument de cloisonnement géographique. Cette manière segmentée d'aborder la ville érige des frontières et nie la nécessité de la penser globalement.

Paradoxalement, la perception d'un décalage grandissant entre la méthode des acteurs-décideurs et les attentes de la population a représenté un thème unificateur. En effet, au fil des six Ateliers les analyses des habitants, loin d'être négatives, ont prouvé la volonté de reconquête d'outils d'actions. Le projet du LIHP a tenté de mettre en cohérence ces doutes pour élaborer un nouvel outil de pensée collective.

Les limites du processus, un bilan d'étape

Pour satisfaire à cette ambition de recherche, cette première phase doit être analysée. Le LIHP s'est parfois retrouvé démuni face à la relative désertion des instances de débat. Cet état de fait est une des faiblesses des Ateliers. Le LIHP n'a pas bénéficié de liens locaux (associations, amicales...) assez étroits en amont du projet. Cette relative pauvreté de réseau n'a permis de mobiliser qu'avec des outils classiques (tracts, journaux locaux...) à l'efficacité limitée et a mis le projet face à une réalité que les Ateliers seuls ne peuvent pas régler.

Par ailleurs, définir ce projet comme détaché des modes de fonctionnement des experts comporte une faille. Le LIHP est composé d'un public averti et déjà lancé depuis plusieurs années dans cette pensée urbaine innovante. L'engagement des membres du LIHP au sein des Ateliers n'est pas entièrement neutre. D'autre part, le LIHP doit situer avec précision la place des habitants «*institutionnalisés*». Il doit veiller à ne pas les laisser monopoliser les temps de débats et opérer par leur aisance une mise à distance des autres.

Enfin, un rapport poreux de coopération / distanciation s' est mis en place vis-à-vis de la commune, rendant la place du LIHP ambiguë sur le territoire. Ces positionnements doivent être clarifiés.

D'un point de vue plus concret, le terme *Atelier* implique que ne soit pas proposé que des débats mais des séances de travail, une confrontation à des outils tangibles (dessin...) ce qui a été trop peu expérimenté. Faire, dessiner, photographier pourrait mettre les membres du LIHP et tous les participants face aux mêmes difficultés de représentations iconographiques. La rhétorique experte, trop excluante, doit venir alimenter les débats, mais ne doit pas constituer le seul outil.

Enfin, la finalité est parfois floue: que fait-on des réflexions engagées ? Quelle articulation entre cette démarche et le travail de la municipalité ? Toutes ces questions doivent être posées collectivement pour ne pas laisser aux habitants l' impression d' un travail vain.

Des perspectives novatrices

Toutes ces questions, critiques et débats au sein des Ateliers ont fait émerger plusieurs pistes pour valoriser le savoir habitant.

Le rapport à la proximité doit être au cœur du projet : celui-ci doit être en cohérence avec des revendications locales. Il doit participer d' une relocalisation du politique et construire une échelle de l' habiter capable d' interroger au-delà. La proximité ne doit pas être dominée par la réduction à des débats sur le seul cadre de vie (propreté, charges...).

La création d' un « statut habitant » s' est affirmée : l' habitant deviendrait un *harmonisateur de décisions*, convoquerait les experts, faisant de ceux-ci des professionnels à sa disposition en réinventant la relation habitant/professionnel de l' urbain.

Il faut donc savoir parler de ville, l' analyser, en comprendre les enjeux. Pour ce faire, les habitants souhaitent être formés en amont pour débattre de manière pertinente et lutter contre le sentiment de dépossession.

Un savoir et une méthode populaires restent à construire pour que les exigences collectives fassent autorité, pour redonner sens au mot *participer*.

La ville à ceux qui l' habitent !

*Collectif «Los Diez»
Laboratoire international pour l'Habitat Populaire*

« Les siècles pendant lesquels les gens ont été chassés du processus de transformation de leur environnement ont fini par les convaincre que leur intervention collective n' avait aucune chance d' influencer ce processus [...] Cet engourdissement de la conscience et des sens entraîne une inéluctable aliénation : c' est pourquoi dans les rares cas où une intervention directe se révèle possible, les gens se précipitent pour choisir une typologie et des langages correspondant exactement à ceux qui leur sont en général imposés ».

Giancarlo de Carlo (1919–2005), architecte

Travailler aujourd' hui à penser et construire la ville, implique de se confronter aux modes du développement urbain. Loin d' être spontanées, celles-ci sont avant tout voulues par des professionnels dont les principes et méthodes relèvent bien plus de l' agir communicationnel que de l' agir politique. La production de la ville est en effet dominée par des concepts et des images bien plus que par des idées, consacrant ainsi la prédominance du marketing urbain sur le développement des villes. Ces concepts se déclinent notamment sous la forme de « mots-clés » devenus des slogans. Parce qu' ils ne sont guères débattus ou interrogés, ils peuvent être érigés en programme pour un développement urbain idéalisé plus qu' idéal. En tant que jeunes professionnels (politologues, urbanistes, architectes, économistes..), réunis dans le LIHP au sein du collectif *Los Diez*, nous nous heurtons quotidiennement à ces pratiques et jugeons nécessaire de les aborder avec distance et critique car elles freinent, selon nous, toute réelle ambition pour la ville de demain.

Un consensus artificiel

La production urbaine réduite à des slogans se décline en une multitude d' épithètes enchanteurs : elle sera durable, adaptable, intelligente, résiliente, attractive, légère, connectée, accueillante pour la nature et favorisera la mixité sociale... La liste est longue des prétendues caractéristiques de ce modèle de développement qui s' imprime dans l' imaginaire collectif au moyen d' une iconographie implacablement martelée. La ville contemporaine est en effet le lieu de la mise en scène de cette parodie de changement, où les slogans sont devenus les vecteurs d' une stratégie qui fédère pourtant sur la base d' un consensus des plus artificiels : qui souhaiterait une ville non durable, non adaptable ou non attractive ? Ce consensus par défaut, qui s' impose inconsciemment aux concepteurs, maitres d' ouvrages et *in fine* aux habitants, est avant tout le produit d' un travail intellectuel, conceptuel et

communicationnel qui désamorce toute idée progressiste d' un développement urbain. La « ville durable » illustre bien cette impasse tant elle consiste aujourd' hui en un incroyable entassement d' objets (écoquartiers, éco matériaux, « systèmes intelligents », bâtiments high-tech (BBC, HQE),...). 40 ans de pseudo-débats et de grands gestes hypocrites ont ramené la prise de conscience d' un mode de vie autodestructeur à la recherche effrénée de son maintien.

La prééminence de la technique déséquilibre la nécessité démocratique

Derrière ces objets, il existe une réalité tangible, celle d' un secteur technique et marchand qui tend à devenir l' unique solution du développement urbain. La ville-slogan est donc techniquement conçue plutôt que politiquement construite. En d' autres termes, le pouvoir politique avalise - voire organise - tacitement sa propre subordination à la prééminence des solutions techniques.

Celui qui en pâtit est avant tout l' habitant des villes : l' ensemble des gadgets et objets produits ne font qu' accentuer sa dépossession et sa mise à distance. Il n' est plus un acteur de son environnement, mais un consommateur de décisions politiques. Signe des temps, l' avenir des villes se joue dorénavant dans des arènes qui ne sont plus démocratiques : c' est bien au cœur des salons, forums, conférences et autres grand-messes événementielles que la technocratie affiche son absolue domination sur la production urbaine. Ceci sert la production d' un espace sans identité, ni limites où seules les forces du marché et de la technique peuvent s' exprimer sans crainte. Les slogans érigés en vérité parasitent tout travail d' aménagement par et pour les habitants : ils consistent d' avantage à trier les phénomènes et dynamiques urbaines pour mieux les séparer, consolider celles qui sont souhaitables et diluer celles jugées dangereuses. La cité considérée de la sorte ne peut que perdre sa capacité à faire société au profit de sa capacité à produire du m². Ceci est d' autant plus regrettable que ces choix ne sont pas démocratiquement exprimés, mais demeurent les seules options proposées dans un système technique rationalisé qu' on ne sait ni ne veut penser autrement. Il faut donc s' élever contre la mise à mort des cités, contre leur vente à la découpe, en appelant à penser et à construire un cadre politique qui permette à la démocratie de fonctionner.

Lutter pour une ville authentiquement démocratique et humaine

Ce cadre empêcherait la prééminence de l' expertise, de l' élitisme et de la technocratie en édifiant comme principe essentiel celui du pouvoir du peuple. Architecture, urbanisme et aménagement ne pourrait alors avoir pour seule visée que l' amélioration des conditions de vie des forces anonymes d' une société. La technique aurait sa place sans pour autant mener la marche de la société. Et les opérateurs du développement (architectes, urbanistes, entreprises de travaux publics, établissements publics, ...) auraient pour mission la mise en œuvre des actions démocratiquement choisies. Leur capacité d' innovation serait ainsi consacrée au service d' une société, en répondant aux problèmes posés et débattus par les citoyens.

La transformation des conditions de vie du plus grand nombre passerait par un certain nombre de principes et d'actions essentiels. Tout d'abord le processus de fabrication et d'aménagement de la ville doit affirmer la place centrale de l'habitant-citoyen dans la réalisation de son cadre de vie. Les habitants sont en effet les connaisseurs pertinents de leur façon d'habiter. Il faut donc répondre aux problèmes qu'ils se posent pour répondre aux problèmes qui se posent ! Et faire émerger ces problèmes relève d'un processus à construire et à aménager avec eux. C'est à ce prix que se définiront des solutions réellement innovantes et utiles. Ensuite, il faudra affirmer la singularité des territoires. Tout problème qui se pose sur un territoire doit être résolu sur ce même territoire et non en d'autres lieux. L'erreur généralement commise consiste à croire en la répliquabilité des solutions. Or c'est justement dans la compréhension de la singularité et de l'unité d'un territoire que réside la possibilité d'amorcer une transformation, un changement. Cette compréhension devrait être à la base du travail des acteurs du développement urbain et non une simple option qualitative. La connaissance de la ville est une condition essentielle du maintien et de la redistribution des forces de la ville au bénéfice de l'humain. Pour cela, le plus dur reste à accomplir : inventer le processus qui permettra de faire émerger les attentes et les demandes des habitants et *in fine* de construire, avec eux et pour eux, leur cadre de vie. Cette question devrait agiter des générations entières d'acteurs du développement urbain, tant les outils à disposition sont actuellement lacunaires. L'idée de participation, par exemple, consiste avant tout en un processus de validation (obtenir un accord pour une action sans consultation en amont), voire, pire, en une tentative d'éducation (ce qui revient à imposer des modèles). L'implication des habitants doit pouvoir se faire autrement, car elle ne constitue pas une étape qui précède l'acte de construire mais au contraire accompagne tout acte de transformation du territoire.

Nous souhaitons en tout cas l'affirmer : la ville de demain ne se fera pas sans ses habitants ! Le travail à accomplir est immense, mais il semble difficile d'imaginer une autre voie que celle qui consacrerait enfin l'être humain comme un acteur et un auteur de son environnement. L'oublier c'est exposer le milieu urbain au risque d'une explosion de violence dont les derniers avatars sont connus au Brésil ou en Turquie. Lorsque la violence collective devient l'unique solution pour se réapproprier son territoire, il est alors trop tard !

Mixité sociale et participation populaire

*Camille Acot
Architecte
Los Diez-LIHP - Berlin*

„La critique de l’architecture et de l’urbanisme est souvent un moyen de déplacer sur un terrain symboliquement moins conflictuel les luttes entre groupes sociaux. Ainsi, lorsqu’on rase une « barre qui défigure le quartier », l’objectif est généralement de reconstruire des logements en accession à la propriété pour « faire revenir les classes moyennes . [...] ». De manière complémentaire, considérer les quartiers populaires comme des ghettos qu’il faut éradiquer, c’est s’interdire de les reconnaître comme des acteurs politiques légitimes. “10

Tout projet de développement urbain présenté comme social doit aujourd’hui être décrit comme favorisant la „mixité sociale “. Le terme désigne à la fois un état, la cohabitation en un même lieu de groupes sociaux différents, et un processus, le fait de faciliter par des moyens politiques cette cohabitation¹¹. La mixité sociale est souvent vue comme un remède à l’exclusion par la classe politique et a une acception positive. Depuis une dizaine d’années, des critiques „progressistes¹² “ du terme se multiplient, en France par exemple avec Eric Charmes, en Allemagne, entre autre avec Andre Holm qui emploie même l’expression „le mythe de la mixité sociale “¹³. Ici nous tentons de broser un tableau rapide de ces critiques pour étudier les effets de la mixité sociale sur la participation populaire.

Tout d’abord, le terme porte en lui plusieurs imprécisions. La mixité peut-être mise en place à différentes échelles et le mot „social “ recouvre différents critères: niveau de revenu, nationalité, âge, appartenance supposée à un groupe ethnique ou religieux. Ainsi on peut introduire de la mixité sociale dans une agglomération de 20 000 habitants en bâtissant des logements inter-générationnels ou bien on peut favoriser l’arrivée dans un quartier d’une classe sociale différente. Les discours politiques courants soulignent rarement ces imprécisions et attribuent à la mixité sociale la capacité de remédier à la

10

Éric Charmes, « Pour une approche critique de la mixité sociale. Redistribuer les populations ou les ressources ? », La Vie des idées, 10 mars 2009. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Pour-une-approche-critique-de-la.html>.

11 Brun J., Segaud M., Driant J.-C., Dictionnaire critique de l’habitat et du logement, Armand Collin, Mars 2003

12 Terme subjectif (Note de l’auteur).

13 Holm, Andrej 2009: Soziale Mischung. Zur Entstehung und Funktion eines Mythos. In: Forum Wissenschaft 01/09, 23-26

fracture sociale et même d'éduquer les classes populaires. Ainsi, dans la loi du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville, la mixité sociale est envisagée comme un moyen de diminuer les exclusions et ce qu'on appelle la fracture sociale. Or, cet effet positif de la mixité sociale n'est pas prouvé. Pour les deux sociologues Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire, la proximité spatiale n'engendre pas automatiquement de proximité sociale. Au contraire, elle peut déstabiliser le tissu social existant¹⁴. De même, dans un article de 2009 pour la revue *La Vie des Idées* Eric Charmes relativise ces effets positifs à propos des démolitions de logements sociaux au profit de construction neuves en accession à la propriété¹⁵ : „Ces démolitions brisent des liens de voisinage et réduisent un capital social qui est parfois le seul capital significatif dont les ménages disposent pour faire face aux difficultés. Parallèlement, lorsque le déménagement les conduit dans un quartier de classe moyenne, l'intégration n'est pas facile, notamment parce que les arrivants ne connaissent personne, et se voient imposer des normes qui ne sont pas les leurs “. D'après les sociologues Tim Butler et Gary Robson, qui ont mené des enquêtes à Londres sur les effets de la mixité sociale, les classes sociales semblent vivre l'une à côté de l'autre sans pour autant entrer en contact l'une avec l'autre¹⁶. Malgré ce flou, la mixité sociale garde une connotation positive et reste la base de nombreuses politiques de la ville, notamment pour des raisons économiques car l'arrivée des classes moyennes dans une ville est aussi celle de contribuables plus aisés. Ainsi, au nom de la mixité sociale, *l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU)* impose d'élaborer des projets urbains incluant des démolitions de logements sociaux et la construction de logements intermédiaires et en accession à la propriété. Un autre exemple est celui du projet „Confluence “ de la ville d'Ivry qui prévoit la destruction de 50% du bâti d'une ZAC de la ville, et la construction entre autres de bureaux et de logements en accession à la propriété.

La mixité sociale est alors générée par la dispersion des classes populaires et l'emménagement dans des quartiers populaires des classes moyennes. Cela ressemble fortement à la définition de la “gentrification”, lorsque la bourgeoisie reprend ses quartiers pour ainsi dire dans d'anciens bastions ouvriers. La loi „Solidarité et renouvellement urbain “ de 2000 qui impose un minimum de 20 % de logements sociaux dans toutes les communes des agglomérations de plus de 50 000 habitants est une exception notable, mais elle n'est pas appliquée dans toutes les villes concernées et ne dicte pas aux communes le lieu d'implantation de ces nouveaux logements, qui sont souvent relégués en périphérie. Cette dispersion met à mal les réseaux de solidarité et

14 Chamboredon J.-C., Lemaire M., Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement, Revue française de sociologie, Vol XI. N°1, Jan-Mar 1970

15 Eric Charmes, « Pour une approche critique de la mixité sociale. Redistribuer les populations ou les ressources ? », *La Vie des idées*, 10 mars 2009. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Pour-une-approche-critique-de-la.html>.

16 Tim Butler, Gary Robson: London Calling. The Middle Classes and the Re-making of Inner London. 2003. Oxford / New York: Berg

d'organisation politique d'un quartier populaire, qui permettent une participation plus active de la population à la production de la ville et aux débats collectifs sur la ville. Et comme l'hypothèse selon laquelle la mixité sociale favoriserait la cohésion sociale est considérée comme une vérité par la classe politique (voir plus haut), tout débat collectif avec la population est biaisé.

En dehors des raisons économiques qui motivent la mise en place de la mixité sociale, on peut se demander pourquoi vouloir absolument la cohésion sociale? Pour cacher les inégalités réelles de la société? Pour réduire les feux de voitures? Pour apaiser les tensions? Pour calmer le peuple? Je propose l'hypothèse suivante: la mixité sociale comme elle est entendue aujourd'hui ne vise pas à l'amélioration de l'habitat populaire, mais à sa dilution, et elle est par là un frein à la participation populaire. Il reste alors à définir ce que pourrait être une autre mixité sociale. Peut-être devrions-nous, non nous préoccuper des quotas de populations dans un quartier, mais de toutes les infrastructures nécessaires dont ne dispose pas ce quartier. Et là-dessus, les habitants auront certainement leur mot à dire.

Bibliographie / liens internet:

<http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-7296.html>

<http://www.laviedesidees.fr/Pour-une-approche-critique-de-la.html>

<http://aitec.reseau-ipam.org/>

Charmes E., « Pour une approche critique de la mixité sociale. Redistribuer les populations ou les ressources ? », La Vie des idées, 10 mars 2009. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Pour-une-approche-critique-de-la.html>.

Chamboredon J.-C., Lemaire M., Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement, Revue française de sociologie, Vol XI. N° 1, Jan-Mar 1970.

Segaud M., Brun J. et Driant J.-C., Dictionnaire de l'habitat et du logement, Armand Colin, 2003, 451 p., article de Marie-Hélène Bacqué, "Mixité sociale".

G. Baudin, La mixité sociale: une utopie urbaine et urbanistique, Séminaire CREHU, Presses Universitaire de Franche Comté, 2001.

Butler T., Robson G.: London Calling. The Middle Classes and the Re-making of Inner London, Oxford / New York: Berg, 2003